

**Recueil des délibérations
du 15 mars 2019**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

258^{ème} séance

(23^{ème} séance du 9^{ème} mandat)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

SOMMAIRE

Délibération N° 2019/01	ADOPTION DU COMPTE FINANCIER ET AFFECTATION DU RÉSULTAT	5
Délibération N° 2019/02	BILAN DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2018	9
Délibération N° 2019/03	RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018 DE L'AGENCE DE L'EAU	11
Délibération N° 2019/04	MAQUETTE FINANCIÈRE	13
Délibération N° 2019/05	DÉLÉGATION DE POUVOIR À LA COMMISSION DES AIDES FINANCIÈRES	15
Délibération N° 2019/06	PROPOSITION DE CADRAGE D'UN MONTANT MAXIMUM D'INTERVENTION DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE POUR LES MESURE AGROENVIRONNEMENTALES DE L'ANNÉE 2019	17
Délibération N° 2019/07	GESTION DES AIDES À L'AGENCE DE SERVICE ET DE PAIEMENT (ASP) – AVENANT AUX CONVENTIONS DE MANDAT	19
Délibération N° 2019/08	APPEL À PROJETS RÉGIONAL « RECONVERSION DES FRICHES INDUSTRIELLES – ÉTUDES ET TECHNIQUES DE DÉPOLLUTION EXEMPLAIRES »	21
Délibération N° 2019/09	PROLONGATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE ANIMATION FONCIÈRE EN LORRAINE	23
Délibération N° 2019/10	ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT AVEC LE POLE DE COMPÉTITIVITÉ HYDREOS	25
Délibération N° 2019/11	DÉCLINAISON SUR LE BASSIN RHIN-MEUSE DE L'ACCORD-CADRE 2019-2024 AVEC LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PÊCHE EN FRANCE ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE (FNPF), RELATIF AUX ACTIONS DES STRUCTURES ASSOCIATIVES AGRÉÉES DE LA PÊCHE DE LOISIR EN EAU DOUCE POUR LA RESTAURATION ET LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES	27

Délibération N° 2019/12	FONDS DE CONCOURS POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR DES OUVRAGES DE L'ÉTAT	29
Délibération N° 2019/12 bis	FONDS DE CONCOURS POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR DES OUVRAGES DE L'ÉTAT	31
Délibération N° 2019/13	APPROBATION DE LA CONVENTION TRIPARTITE TYPE POUR LES AIDES OCTROYÉES DANS LE CADRE DE CRÉDIT-BAIL	33
Délibération N° 2019/14	PACTE ARDENNES 2022	53

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

**DÉLIBÉRATION N° 2019/01 : ADOPTION DU COMPTE FINANCIER ET AFFECTATION
DU RÉSULTAT**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R213-39 à R.213-41 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et notamment ses articles 202, 210 et suivants relatifs au compte financier ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,
- L'Agent comptable entendu,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivantes :

- 173,78 ETPT sous plafond et 1,83 ETPT hors plafond
- 172 995 593€ d'autorisations d'engagement
- 156 890 823€ de crédits de paiement
- 165 889 355€ de recettes
- 8 998 532€ de solde budgétaire
- -2 469 374€ de variation de trésorerie
- 6 932 823€ de résultat patrimonial
- 8 308 439€ de capacité d'autofinancement
- -1 391 260 € de variation de fonds de roulement.

ARTICLE 2 :

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat excédentaire d'un montant de 6 932 823,89€ selon les modalités suivantes :

- Compte 110 « Report à nouveau créditeur »

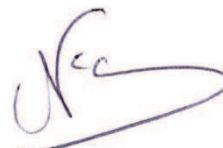
Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et bilan sont annexés à la présente délibération.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by 'H O E L T Z E L'.

Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'N' followed by 'F O R R A Y'.

Nicolas FORRAY

- Tableau des autorisations d'emplois :

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP	169,70	1,50	171,20
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT	173,78	1,83	175,61

- Tableau des autorisations budgétaires :

DEPENSES			RECETTES = B	
	AE	CP		
	CF 2018	CF 2018	CF 2018	
Personnel	13 346 987	13 222 149	165 889 355	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	127 017	127 017		Subvention pour charges de service public
				Autres financements de l'Etat
			165 144 508	Fiscalité affectée
Fonctionnement	3 705 759	3 259 426	744 847	Autres financements publics
				Recettes propres
Intervention	154 808 460	136 759 620		Recettes fléchées*
<i>dont AFB</i>	20 490 205	20 490 205		Financements de l'Etat fléchés
				Autres financements publics fléchés
Investissement	1 134 388	3 649 628		Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	172 995 593	156 890 823	165 889 355	TOTAL DES RECETTES (C)

- Tableau de l'équilibre financier :

BESOINS		FINANCEMENTS	
	CF 2018	CF 2018	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*		8 998 532	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Avances remboursables uniquement	2 834 115	10 804 548	Remboursements de prêts(b2)
Opérations sous conventions de mandat			Opérations sous conventions de mandat
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)	10 518 709	5 701 910	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Prélèvement sur ressources accumulées	14 621 539		
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	27 974 363	25 504 989	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)= (2) - (1)	-	2 469 374	PRELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)</i>			<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)</i>		2 469 374	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)</i>
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	27 974 363	27 974 363	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

- Tableaux du compte de résultat, de la capacité d'autofinancement et de la situation patrimoniale :

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES		PRODUITS	
	CF 2018		CF 2018
Personnel	12 045 863	Subventions de l'Etat	
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	127 017	Fiscalité affectée	160 640 555
Fonctionnement autre que les charges de personnel	31 798 645	Autres subventions	6 131
Intervention (le cas échéant)	111 134 351	Autres produits	1 264 997
TOTAL DES CHARGES (1)	154 978 860	TOTAL DES PRODUITS (2)	161 911 683
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	6 932 823	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0
<i>Ecart CF/BR2</i>	-7 769 133	<i>Ecart CF/BR2</i>	1 402 243
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	161 911 683	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	161 911 683

* il s'agit des sous catégories de comptes présentan

Calcul de la capacité d'autofinancement

	CF 2018
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	6 932 823
+ dotations aux amortissements, dépréciations	1 843 283
- reprises sur amortissements, dépréciations et	452 928
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs	908
- produits de cession d'éléments d'actifs	15 647
- quote-part des subventions d'investissement	
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	8 308 439

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS		RESSOURCES	
	CF 2018		CF 2018
Insuffisance d'autofinancement		Capacité d'autofinancement	8 308 439
		Financement de l'actif par l'État	
Investissements	3 087 047	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	
		Retour d'avances	10 851 865
Avances	2 834 115	Autres ressources **	-14 630 402
TOTAL DES EMPLOIS (5)	5 921 162	TOTAL DES RESSOURCES (6)	4 529 903
<i>Ecart CF/BR2</i>	-1 247 630	<i>Ecart CF/BR2</i>	9 486 495
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	1 391 259,50

** changement de méthode : présentation du prélèvement sur ressources accumulés dans la cellule "autres ressources"

	CF 2018
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-1 391 260
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	1 078 115
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II) hors prélèvement exceptionnel*	-2 469 374
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	32 391 330
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	21 734 153
Niveau de la TRESORERIE	10 657 178

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/02 : BILAN DU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE PERFORMANCE 2018

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.213-8-1 et L.213-9-2 et R.213-32, R.213-39 à R.213-41,
- Vu la délibération n° 2012/18 du 12 octobre 2012 du Conseil d'administration relative à l'approbation du 10^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau, portant sur la période 2013-2018,
- Vu sa délibération n° 2015/24 du 13 octobre 2015 approuvant le document portant révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau sur la période 2016-2018,
- Vu sa délibération n° 2015/30 du 26 novembre relative aux dispositions portant révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse sur la période 2016-2018,
- Vu sa délibération n° 2016/06 du 26 février 2016 relative aux mesures additionnelles à la révision du 10ème Programme d'intervention de l'Agence de l'eau sur la période 2016-2018,
- Vu le contrat d'objectifs et de performance signé le 20 décembre 2013 entre le Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'Énergie et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse
- Vu la délibération n°2016/15 du 30 juin 2016 du conseil d'administration relative à la révision du contrat d'objectifs et de performance,
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

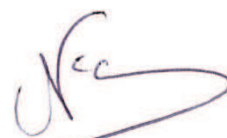
De prendre acte du bilan du Contrat d'objectifs et de performance pour l'année 2018.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/03 : RAPPORT D'ACTIVITÉ 2018 DE L'AGENCE DE L'EAU

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.213-8-1, L.213-9-2 et R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu la délibération n°2012/18 du 12 octobre 2012 du Conseil d'administration relative à l'approbation du 10^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau, portant sur la période 2013-2018 ;
- Vu le contrat d'objectifs et de performance signé le 20 décembre 2013 entre la Ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie et l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

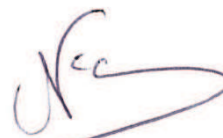
D'adopter le rapport d'activité de l'Agence de l'eau pour l'année 2018.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/04 : MAQUETTE FINANCIÈRE

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-8 et suivants, L213-9 et suivants, et R213-32 à R213-38 ;
- Vu sa délibération n°2018/27 du 12 octobre 2018 relative aux taux et à la modulation géographique des redevances de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse pour la durée du 11^{ème} Programme d'intervention (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} Programme d'intervention des aides de l'Agence de l'eau et notamment sa maquette financière pluriannuelle telle qu'exposée en autorisations de programme et en dépenses par domaines d'intervention ;
- Considérant l'avis conforme du Comité de bassin du 15 mars 2019 sur le nouveau projet de présentation de la maquette financière du 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention,
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La maquette du 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse, présentée en autorisations d'engagement est adoptée telle qu'annexée à la présente délibération.
Elle modifie et met à jour la nomenclature des lignes programme qui constitue chaque domaine, présentée au chapitre 8 du document Programme approuvé le 12 octobre 2018.

ARTICLE 2 :

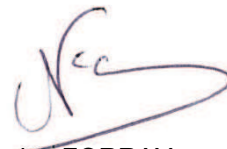
Le Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

Maquette approuvée en octobre 2018 en M d'€ en AP avec minoration anticipée du taux de chute dont seuls 20 M d'€ étaient retenus pour des avances remboursables intégrées aux domaines 2 et 3		Maquette conforme au nouvel arrêté de dépenses exprimée : *en autorisations d'engagement, * avec ventilation par domaine révisée			
	Descriptif	Montant en M d'€	Descriptif	Montant en M d'€	
Domaine 0	<i>non connu</i>		Dépenses de fonctionnement, de personnels et immobilisations, charges de régularisation	105	AE Autorisations d'engagement pluriannuel au titre de l'article 2 948 M d'€
Domaine 1	Connaissance, planification, gouvernance	66	Connaissance, planification, gouvernance	68	
Domaine 2	Mesures générales de gestion de l'eau dont primes	351	Mesures générales de gestion de l'eau	335	
Domaine 3	Mesures territoriales de gestion de l'eau	365	Mesures territoriales de gestion de l'eau	390	
Hors domaine	Contributions, Dépenses de fonctionnement, de personnels et immobilisations, charges de régularisation	211	<i>désactivé</i>	0	
Sous-plafond hors domaine	<i>non connu</i>		Primes	50	
Plafond des Avances remboursables	<i>non connu</i>	0	Avances remboursables sous plafond dédié (≠ AE --> recyclage d'une partie du taux de chute identifié)	20	Plafond d'avances remboursables au titre de l'article 3
Hors plafond	<i>non connu</i>	0	Contributions aux opérateurs et charges de régularisation	106	Hors plafond
TOTAL		994	PLAFOND MAXIMUM DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME VALORISANT L'INTEGRALITE DU TAU X DE CHUTE	1074	AP PLAFOND MAXIMUM
			<i>Après application d'un taux de chute estimatif sur domaines 1, 2 et 3 --> AUTORISATIONS DE PROGRAMME SOUTENABLES SELON ENTREE P11</i>	994	

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

**DÉLIBÉRATION N° 2019/05 : DÉLÉGATION DE POUVOIR
À LA COMMISSION DES AIDES FINANCIÈRES**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-8 et suivants, L213-9 et suivants, et R213-32 et R213-39 à R213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ayant reçu avis favorable du Comité de bassin ;
- Vu sa délibération n°2018/21 du 11 octobre 2018 approuvant les dispositions générales communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau pour le 11^{ème} Programme ;
- Vu sa délibération n°2018/32 du 7 décembre 2018 portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration au Directeur général de l'Agence de l'eau ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

Le Conseil d'administration délègue pour la durée du 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention à la Commission des Aides Financières les décisions relatives à l'attribution des aides :

- sous forme de subvention (ou équivalent subvention) ou sous forme d'avance remboursable dès lors que celles-ci excèdent strictement le montant de 50 000 €, à l'exception des aides au fonctionnement pour lesquelles délégation est déjà donnée au Directeur général. Pour le calcul de cette somme, on considère ensemble les parts « subvention » et « avance remboursable » lorsque l'aide est sous forme mixte ;
- pour lesquelles le Directeur général estimerait inapproprié, en raison de leurs caractéristiques particulières, de faire usage de la délégation de pouvoir qui lui est donnée par le Conseil d'administration ;
- accordées en dérogation à une ou plusieurs délibérations particulières, à l'exception de l'engagement des opérations, quel que soit leur montant et leur nature, prévues dans les contrats pluriannuels des programmes antérieurs au 11^{ème} Programme.

ARTICLE 2 :

Le Conseil d'administration délègue à la Commission des aides financières les pouvoirs d'apprécier et approuver la conclusion de tous contrats pluriannuels opérationnels dépourvus d'engagement financier tels que notamment les contrats d'animation, les contrats de territoire « eau et climat » ou les Programmes d'Action pour la Prévention des Inondations (PAPI) à la condition toutefois qu'ils découlent de la politique d'intervention de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 3 :

Conformément au principe de sa délégation de pouvoir au Directeur général pour l'attribution des aides de moins de 50 000 €, le Conseil d'administration délègue à la Commission des aides financières la responsabilité de l'examen de la liste des aides accordées dans ce cadre telle que régulièrement communiquée par voie de compte-rendus.

ARTICLE 4 :

La présente délibération entre en vigueur dès son approbation par les autorités de tutelle, et abroge et remplace la délibération n°2014/17 du 16 octobre 2014.

ARTICLE 5 :

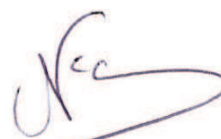
Le Directeur général de l'Agence de l'eau est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Moselle est publiée sur le site internet de l'Agence de l'eau.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

**DÉLIBÉRATION N° 2019/06 : PROPOSITION DE CADRAGE D'UN MONTANT MAXIMUM
D'INTERVENTION DE L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE
POUR LES MESURES AGROENVIRONNEMENTALES
DE L'ANNÉE 2019**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n° 2018/12 du 11 octobre 2018 adoptant les modalités d'aides des politiques d'intervention du 11^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE UNIQUE :

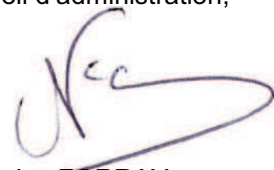
D'afficher un montant maximum d'intervention de 6 M€ pour les mesures agroenvironnementales de l'année 2019.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/07 : GESTION DES AIDES À L'AGENCE DE SERVICE ET DE PAIEMENT (ASP) – AVENANT AUX CONVENTIONS DE MANDAT

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n° 2018/12 du 11 octobre 2018 adoptant les modalités d'aides des politiques d'intervention du 11^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1

D'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à procéder à des avenants aux conventions de mandat avec l'ASP pour y viser les modalités d'aides du 11^{ème} programme et le cas échéant, intégrer des aménagements rédactionnels à la marge.

ARTICLE 2

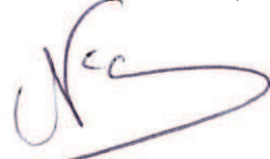
De lui donner mandat pour engager des négociations pour consolider juridiquement les relations contractuelles avec l'ASP (redditions de compte, fin de programmation PDRR etc...).

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/08 : APPEL À PROJETS RÉGIONAL « RECONVERSION DES FRICHES INDUSTRIELLES – ÉTUDES ET TECHNIQUES DE DÉPOLLUTION EXEMPLAIRES »

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/22 du 11 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

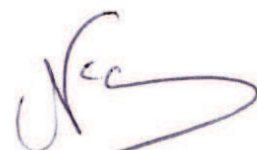
- de valider les principes d'intervention de l'Agence de l'eau spécifiques à cet appel à projets repris dans le rapport présenté au Conseil d'administration ;
- de valider le projet de règlement de l'appel à projets reprenant notamment ces principes d'interventions ;
- de donner mandat au Directeur général de l'Agence de l'eau pour procéder, le cas échéant, aux éventuels derniers ajustements rédactionnels de ce règlement.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/09 : PROLONGATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE ANIMATION FONCIÈRE EN LORRAINE

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n° 2018/12 du 11 octobre 2018 adoptant les modalités d'aides des politiques d'intervention du 11^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E


- de valider l'avenant n°2 de la convention de partenariat avec la SAFER Grand Est pour une animation foncière en Lorraine prolongeant la convention jusqu'au 31 décembre 2020 ;
- d'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau à signer cet avenant.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

**DÉLIBÉRATION N° 2019/10 : ACCORD-CADRE DE PARTENARIAT AVEC LE POLE DE
COMPÉTITIVITÉ HYDREOS**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41
- Vu sa délibération n°2018/22 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024)
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

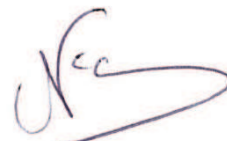
- de valider le projet d'accord-cadre entre le pôle de compétitivité HYDREOS sur la période 2019-2024 et l'Agence de l'eau et de donner mandat, le cas échéant, au Directeur général de l'Agence de l'eau pour procéder à d'éventuels ajustements mineurs de sa rédaction préalablement à sa signature.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/11 : DÉCLINAISON SUR LE BASSIN RHIN-MEUSE DE L'ACCORD-CADRE 2019-2024 AVEC LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PÊCHE EN FRANCE ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE (FNPF), RELATIF AUX ACTIONS DES STRUCTURES ASSOCIATIVES AGRÉÉES DE LA PÊCHE DE LOISIR EN EAU DOUCE POUR LA RESTAURATION ET LA PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n° 2018/12 du 11 octobre 2018 adoptant les modalités d'aides des politiques d'intervention du 11^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

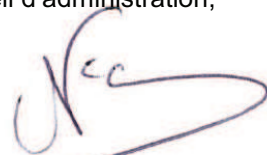
- d'approuver l'accord-cadre relatif aux actions des structures associatives agréées de la pêche de loisir en eau douce pour la restauration et la protection des milieux aquatiques et, le cas échéant si des derniers ajustements rédactionnels s'avéraient nécessaires
- d'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à finaliser sa rédaction, à le signer, et à préparer sa déclinaison sur le bassin Rhin Meuse.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/12 : FONDS DE CONCOURS POUR LA RESTAURATION DE LA CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR DES OUVRAGES DE L'ÉTAT

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41,
- Vu le décret n°2007-44 du 11 janvier 2007 pris pour l'application du II de l'article 17 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, et notamment son titre Ier relatif au fonds de concours pour dépenses d'intérêt public,
- Vu sa délibération n°2018/22 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024),
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

De valider les conventions relatives au financement des travaux pour la restauration de la continuité écologique sur :

- les 10 ouvrages routiers prioritaires appartenant à l'État et gérés par la DIR Est, et de dédier une enveloppe de 191 641 € à ce fonds de concours ;

ARTICLE 2 :

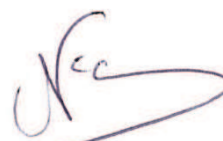
D'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à procéder aux derniers ajustements des conventions et à les signer dans la mesure où ces ajustements restent à la marge.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

**DÉLIBÉRATION N° 2019/12 bis : FONDS DE CONCOURS POUR LA RESTAURATION DE LA
CONTINUITÉ ÉCOLOGIQUE SUR DES OUVRAGES DE L'ÉTAT**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse :

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41,
- Vu le décret n°2007-44 du 11 janvier 2007 pris pour l'application du II de l'article 17 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, et notamment son titre Ier relatif au fonds de concours pour dépenses d'intérêt public,
- Vu sa délibération n°2018/22 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024),
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

De valider les conventions relatives au financement des travaux pour la restauration de la continuité écologique sur :

- l'III au droit du barrage du Doernel appartenant à l'État et géré par la DDT du Bas-Rhin, et de dédier une enveloppe de 178 000 € à ce fonds de concours.

ARTICLE 2 :

D'autoriser le Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse à procéder aux derniers ajustements des conventions et à les signer dans la mesure où ces ajustements restent à la marge.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N°2019/13 : APPROBATION DE LA CONVENTION TRIPARTITE TYPE POUR LES AIDES OCTROYÉES DANS LE CADRE DE CRÉDIT-BAIL

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-8 et suivants, L213-9 et suivants, L219-9-1 et R213-32 et R213-39 à R213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse ayant reçu avis favorable du Comité de bassin ;
- Vu sa délibération n°2018/21 du 11 octobre 2018 approuvant les dispositions générales communes applicables aux aides de l'Agence de l'eau pour le 11^{ème} Programme ;
- Vu sa délibération n°2018/34 du 7 décembre 2018 approuvant notamment les conventions type relatives à l'octroi des aides de l'Agence de l'eau ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE UN

D'approuver la convention tripartite type relative à l'octroi des aides de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse dans le cadre d'un contrat de crédit-bail telle qu'elle est annexée à la présente délibération, pour satisfaire la mise en œuvre du 11^{ème} Programme pluriannuel d'intervention (2019-2024).

ARTICLE 2

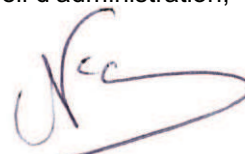
De réserver le bénéfice d'une intervention via le dispositif du crédit-bail aux aides d'un montant strictement supérieur à 150.000 Euros à l'exception des aides déjà attribuées.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolás FORRAY

**CONVENTION TRIPARTITE
AIDE OCTROYEE DANS LE CADRE D'UN CONTRAT DE CREDIT-BAIL
DOSSIER N°**

Entre,

- **L'AGENCE DE L'EAU RHIN-MEUSE**

Établissement public de l'État à caractère administratif, sis à ROZÉRIEULLES, lieu-dit « le Longeau », BP 30019 – 57161 MOULINS-LÈS-METZ, représenté par son Directeur général,

d'une part,

et,

Référence du bénéficiaire de l'aide

N° d'immatriculation :

Pris en la personne de son représentant légal, dûment habilité à souscrire les présentes,
(Nom prénom, qualité)

ci-après désigné(e) "le bénéficiaire", crédit-preneur,
N° d'immatriculation

et,

Référence du l'établissement de crédi-bail N° d'immatriculation :

Pris en la personne de son représentant légal, dûment habilité à souscrire les présentes,
(Nom prénom, qualité)

d'autre part,

- vu la délibération n°2018/26 adoptant le 11^{ème} Programme d'intervention des aides de l'Agence de l'eau
- vu la délibération n° 2018/21 modifiée relative aux dispositions communes applicables aux aides de l'Agence de l'Eau
- vu la délibération n°2018/22 approuvant les modalités de déploiement des politiques d'intervention du 11^{ème} Programme et notamment la politique relative aux aides (*à renseigner*) ;
- (*le cas échéant*) vu le règlement R (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne modifié par le règlement R (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 ;
- (*le cas échéant*) vu le régime cadre exempté de notification n°sa.40647 relatif aux aides à la protection de l'environnement, à la recherche, au développement et à l'innovation et destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles des Agences de l'Eau pour la période 2015-2020 ;

- (*le cas échéant*) vu le régime cadre exempté de notification n° sa.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- (*le cas échéant*) vu le régime cadre exempté de notification n°sa.45426 relatif aux aides en faveur des entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture des agences de l'eau pour la période 2016-2020 ;
- (*le cas échéant*) vu le régime cadre exempté de notification n°sa.40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier pour la période 2015-2020 ;
- (*le cas échéant*) vu le Règlement R (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* ;
- vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement ;
- vu le dossier technique et financier présenté par le bénéficiaire à l'appui de sa demande d'aide financière,
- vu la décision n°XXX relative à l'aide financière accordée au bénéficiaire crédit-preneur, notifiée le XX/XX/XXXX ;

La présente convention a pour objet de fixer les modalités d'attribution et de versement d'une aide au crédit-bailleur pour le bénéfice du maître d'ouvrage crédit-preneur :

ARTICLE 1 : DESCRIPTION ET CARACTÉRISTIQUES DE L'OPÉRATION

Le crédit-bailleur s'engage à réaliser l'opération suivante :

xxxxxxx
xxxxxxx

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : xx/xx/xxxx

Date prévisionnelle d'achèvement de l'opération : xx/xx/xxxx

ARTICLE 2 : NATURE ET MODALITÉS DE L'AIDE

Sur la base de l'échéancier initial du contrat de crédit-bail, l'Agence de l'eau s'engage à apporter au crédit-preneur une aide d'un montant total prévisionnel maximum de **X Euros** (*à préciser*) sous la forme d'une subvention versée au crédit-bailleur représentant un maximum de x % d'un coût total prévisionnel éligible de xxx € pour la réalisation de l'opération décrite à l'article 1.

Dès versement des aides de l'agence, le crédit-bailleur s'engage à produire un échéancier révisé du montant correspondant à la subvention.

Il est convenu que seul le taux d'aide identifié ci-dessus fait foi. Le montant de l'aide versée sera déterminé à la fin de l'opération, au vu des justificatifs fournis à l'appui de l'opération par le crédit-bailleur dans le cadre de l'examen du service fait.

ARTICLE 3 : DURÉE DE LA CONVENTION ET ELIGIBILITE TEMPORELLE DES PIECES JUSTIFICATIVES DE LA DEPENSE

La présente convention est conclue pour une durée maximum de X ans à compter de sa notification au bénéficiaire, durée pendant laquelle l'intégralité de l'opération aidée devra être réalisée. La convention prend effet à la date de sa notification par l'Agence de l'eau comprise comme date de signature par le représentant de l'Agence augmentée de cinq jours francs.

La date d'échéance de la présente convention est fixée au xx/xx/xxxx.

La durée de la présente convention est éventuellement prorogeable d'un an sur décision du Directeur général de l'Agence de l'eau et sur demande motivée du bénéficiaire crédit-preneur formulée par écrit. Cette demande devra obligatoirement être formulée auprès de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse avant la date d'échéance de la présente convention, cachet de la Poste faisant foi pour les demandes adressées par courrier.

Les pièces justificatives de la dépense sont temporellement éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et adressées à l'Agence pour justification pendant la durée de validité du présent acte attributif. En cas de dépassement prévisionnel de ces délais, il appartient au bénéficiaire crédit-preneur ou au crédit-bailleur, chacun en ce qui le concerne, de prendre l'attache de l'Agence avant la date d'échéance de l'acte d'octroi pour demander le cas échéant un avenant de prorogation.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Le bénéficiaire crédit-preneur s'engage à démarrer l'opération et à en informer par écrit l'Agence de l'eau dans le délai d'un an à compter de la notification de la convention d'aide aux parties. A défaut, le Directeur général de l'Agence de l'eau constate la caducité de la décision d'aide et la convention sera résolue.

Le délai de caducité ne peut être prolongé que sur demande expresse du bénéficiaire crédit-preneur, dûment motivée, et formée dans le délai d'un an à compter de la notification de la convention d'aide.

La prolongation du délai de caducité ne saurait porter prolongation de la durée de la convention au-delà des 6 ans.

4.2. Le bénéficiaire crédit-preneur s'engage à associer l'Agence de l'eau au processus d'élaboration et de suivi de l'opération.

4.3. Le bénéficiaire crédit-preneur ainsi que le crédit-bailleur, chacun pour les dispositions qui concernent son périmètre, devront se conformer aux dispositions figurant dans la délibération relative aux conditions communes des aides de l'Agence de l'eau, ainsi qu'à celles figurant dans la délibération particulière applicable à l'opération.

4.4. Le bénéficiaire crédit-preneur s'engage à se soumettre aux contrôles techniques et financiers qui peuvent se dérouler sur pièces et sur place, par ou pour le compte de l'Agence de l'eau dans le cadre de l'opération aidée.

Le bénéficiaire crédit-bailleur s'engage à se soumettre aux contrôles financiers qui peuvent se dérouler sur pièces et sur place, par ou pour le compte de l'Agence de l'eau dans le cadre de l'opération aidée.

La présente opération est susceptible de faire l'objet d'un contrôle sur pièce et sur place jusqu'au 31/12/2029. Le bénéficiaire crédit-preneur et le crédit-bailleur sont en conséquence responsable, chacun pour ce qui les concerne, d'archiver et de tenir à la disposition de l'Agence de l'Eau toutes pièces juridiques, administratives, comptables et financières relatives aux conditions d'exécution de l'opération aidée jusqu'à cette même date. Notamment, s'agissant d'opérations réalisées par voie de marchés publics et, en complément des pièces justificatives déjà exigées dans le cadre de l'examen de service fait par l'Agence de l'eau, le bénéficiaire crédit-preneur et le crédit-bailleur tiennent à la disposition du contrôle toute pièce de marché permettant de vérifier les conditions de liquidation des prestations justifiées (acte d'engagement, CCAP, CCTP, le cas échéant garantie à première demande etc.) et notamment les pièces attestant de la conforme mise en œuvre des retenues de garantie et, le cas échéant, des pénalités de retard ;

4.5. Le bénéficiaire crédit-preneur s'engage à faire obligatoirement mention de la participation de l'Agence.

- pour les opérations consistant en un investissement, directement sur le projet aidé, de façon pérenne en utilisant le logo de l'Agence tel que posé par la Charte graphique de l'établissement

- plus largement, sur tous les supports de communication relatifs au projet aidé (panneau de chantier, plaquette, carton d'invitation, affiche et programme annonçant une manifestation) en utilisant le logo conformément à la charte graphique disponible sur le site internet de l'Agence de l'eau ;
- dans tous les communiqués de presse dédiés à la présentation du projet ;

En sus le bénéficiaire crédit-preneur informe et invite l'Agence à toute initiative médiatique ayant trait au projet (inaugurations notamment).

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le montant total maximum prévisionnel de l'aide est celui précisé dans l'article 2 « Nature et modalité de l'aide ».

Il sera versé sous forme de subvention en une fois à la production au solde de l'opération des pièces justificatives de la dépense par le crédit-bailleur et d'une attestation de conforme état d'usage par le bénéficiaire crédit-preneur accompagnée, le cas échéant, des pièces attestant que les conditions éventuelles particulières suivantes soient également remplies :

(Liste des conditions spécifiques)

A compter du versement de l'aide, le crédit-bailleur dispose d'un délai d'un mois pour adresser à l'Agence copie de l'échéancier des remboursements révisé à la baisse du montant de l'aide tel que notifié au bénéficiaire crédit-preneur.

L'assiette des dépenses éligibles telle qu'identifiée dans la présente convention ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une révision à la hausse pour tenir compte de dépassements des coûts initiaux ou d'aléas de mise en œuvre. Le cas échéant, une nouvelle demande d'aides devra donc être reformulée auprès de l'Agence sans engagement acquis de suite favorable.

Le bénéficiaire crédit-preneur et le crédit-bailleur, chacun pour les pièces qui les concernent, s'engagent à tenir à disposition de l'Agence de l'eau l'ensemble des pièces justificatives de la réalisation de l'opération jusqu'au 31 décembre 2029.

L'Agence de l'eau peut suspendre le versement de l'aide lorsqu'elle constate que les travaux ne sont pas en conformité avec l'opération décrite dans l'article 1 jusqu'à ce qu'un accord soit intervenu entre le bénéficiaire crédit-preneur et elle-même.

L'Agent comptable de l'Agence de l'eau effectuera le versement de l'aide financière au compte bancaire ou postal indiqué ci-après :

RIB : xxx

ARTICLE 6 : MODIFICATION / RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Cette modification fait alors l'objet d'un avenant qui ne pourra être pris que si la demande a été adressée à l'Agence avant la date d'échéance visée à l'article 3.

La convention peut être résiliée à l'initiative du bénéficiaire crédit-preneur en raison de graves difficultés financières rencontrées par lui et compromettant la poursuite des opérations. Il en donne notification dûment motivée et justifiée à l'Agence de l'eau. Dans ce cas, la résiliation donne lieu à une décision du Directeur général de l'Agence de l'eau précisant les conditions administratives et financières de celle-ci avec copie au crédit-bailleur.

En cas d'inexécution ou de manquements constatés du bénéficiaire crédit-preneur de l'aide ou du crédit-bailleur à l'une ou plusieurs de leurs obligations contractuelles respectives, l'Agence de l'eau peut procéder à la résiliation de la présente convention sans indemnité. La résiliation est précédée d'une mise en demeure, adressée par l'Agence de l'eau au crédit-preneur bénéficiaire de l'aide ou au crédit-bailleur, copie à l'autre partie, qui indique les manquements reprochés et les délais impartis au destinataire concerné pour se conformer à ses obligations. La partie concernée par la mise en demeure peut présenter les raisons de son (ou ses) manquement(s). En cas de non-respect de cette mise en demeure, la convention pourra, sans nouvelle mise en demeure, être résiliée.

En cas de résiliation du contrat de crédit-bail par le bénéficiaire crédit-preneur ou par le crédit-bailleur, la présente convention tripartite est résolue de plein droit dans la mesure où l'objet de son aide disparaît. La résolution emporte obligation immédiate pour le crédit-bailleur de restituer les sommes éventuellement perçues.

A titre exceptionnel, en cas de réalisation partielle de l'opération qui présente néanmoins un intérêt certain pour la protection des milieux aquatiques, l'Agence de l'eau pourra verser une partie de l'aide sur demande motivée du bénéficiaire crédit-preneur et appliquer une réfaction correspondant au prorata des aides le cas échéant versées sur le périmètre de dépenses irrégulières ou non justifiées au sens du conventionnement attributif. Ce montant est le cas échéant également identifié en tenant compte de la gravité ou du manquement constaté. Le bénéficiaire crédit-preneur est alors informé précisément des motivations techniques de l'Agence, copie au crédit-bailleur, ainsi que des modalités de calcul mises en œuvre pour identifier le montant de la réfaction ou du reversement et dispose d'un délai contradictoire de deux mois pour communiquer tous éléments susceptibles de permettre une révision du montant du reversement ou de la réfaction. Le cas échéant et à l'issue du délai contradictoire, le montant final du reversement ou de la réfaction est arrêté par décision du Directeur général.

En cas de surfinancement de l'opération constaté notamment à l'étape de liquidation du solde, l'Agence de l'Eau est susceptible de procéder à une réfaction du montant de son aide voire de demander le reversement des sommes trop perçues si les montants déjà versés contribuent à générer un dépassement du taux d'aide conventionné ou pour assurer le respect du taux maximum d'aides publiques autorisés.

En cas de liquidation judiciaire du bénéficiaire crédit-preneur, de transfert de propriété de l'investissement aidé ou de toutes modifications jugées substantielles portant sur la nature du projet, le bénéficiaire crédit-preneur comme le crédit-bailleur doivent informer l'agence dans les plus brefs délais et, a minima, dès connaissance de la situation de défaut.

La perte du bénéfice de tout ou parties aides par le bénéficiaire crédit-preneur entraîne l'obligation de remboursement des sommes retirées à l'Agence par le crédit-bailleur.

La résolution des éventuels litiges financiers relatifs aux modalités de révision de l'échéancier des remboursements nés de la perte du bénéfice de tout ou partie des aides par le bénéficiaire crédit-preneur, ressort exclusivement des dispositions du contrat de crédit-bail liant crédit-preneur et crédit-bailleur.

ARTICLE 7 : CONTROLE DE SERVICE FAIT

Pour justifier la conforme exécution du projet soutenu ainsi que pour permettre de vérifier la réalité et la régularité des dépenses engagées par le crédit-bailleur et le bénéficiaire crédit-preneur, chacun pour ce qui le concerne, le solde de l'aide de l'Agence est réalisé après réalisation d'un contrôle de service fait complet.

A l'appui de sa demande de versement, le crédit-bailleur s'engage ainsi à produire les pièces suivantes

- un état récapitulatif exhaustif de l'intégralité des dépenses justifiées signé du crédit-bailleur faisant figurer les références et date du paiement (n° de mandat / date d'acquittement / identification de l'émetteur / références de la facture). Cet état récapitulatif est visé d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour attestation du caractère probant des dépenses ;
- une copie des factures ou situations de travaux sur la base desquelles le crédit-bailleur a procédé au paiement des prestations justifiées ;

- un justificatif d'exécution de l'opération retraçant synthétiquement les modalités de mise en œuvre du projet et les objectifs atteints. Il pourra s'agir d'une synthèse de maîtrise d'œuvre; à défaut un rapport spécifique élaboré par le crédit-bailleur sera exigé ;
- plus largement, toutes pièces justificatives complémentaires requises au cas d'espèce des différentes politiques d'intervention de l'Agence ; (*à compléter selon politique d'intervention concernée*)

Pour compléter cette demande de versement, le bénéficiaire crédit-preneur adresse à l'Agence toutes pièces attestant, au solde de l'opération, de la conforme mise en œuvre des obligations de publicité du concours de l'Agence (photographies du panneau de chantier ou de plaque permanente pour les investissements, livrables d'études faisant figurer le logo de l'Agence, coupures de presse mentionnant la participation financière de l'Agence).

A l'issue du versement de l'aide et au maximum dans un délai d'un mois à compter de la date de valeur, un échéancier à jour produit par le crédit-bailleur laissant vérifier la prise en compte de l'aide octroyée par l'Agence au bénéfice ultime du crédit-preneur ;

Un état récapitulatif des cofinancements publics et privés ainsi que des recettes le cas échéant perçus au titre du financement de l'opération, signé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique, d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée est produit à l'Agence de l'eau dès perception du solde du dernier cofinancier par le bénéficiaire crédit-preneur.

ARTICLE 8: CHANGEMENT DE STATUT DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire crédit-preneur est tenu d'informer dans les plus brefs délais l'Agence de l'eau de tout changement de statut, de forme juridique dont il est l'objet, de toute cessation d'activité ainsi que de l'existence de procédures collectives ouvertes à son encontre (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, plan de sauvegarde).

Si le bénéficiaire crédit-preneur est une collectivité publique, celle-ci est tenue d'informer l'Agence de l'eau de tout changement affectant son statut ou de tout transfert de compétence en rapport avec l'objet du contrat.

ARTICLE 9 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, à chercher un règlement amiable par la voie du recours gracieux.

L'Agence est dégagée de toute responsabilité relative au règlement des différends et litiges relevant de l'exécution des clauses du contrat de crédit-bail liant exclusivement le crédit-bailleur au crédit-preneur et dont les dispositions échappent aux dispositions de la présente convention tripartite.

En cas d'échec des voies de règlement amiable, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de STRASBOURG.

ARTICLE 10 : SIGNATURES

Le bénéficiaire crédit-preneur déclare avoir pris connaissance et accepté les dispositions ci-dessus mentionnées.

Fait à _____, le _____

Pour le bénéficiaire crédit-preneur

(Signature, nom et qualité du signataire, cachet de l'entité)

Le crédit-bailleur déclare avoir pris connaissance et accepté les dispositions ci-dessus mentionnées.

Fait à _____, le _____

Pour le crédit-bailleur
(Signature, nom et qualité du signataire, cachet de l'entité)

Fait à Rozérieulles, le _____

Le Directeur général de l'Agence
de l'eau Rhin-Meuse,

Cette convention est accompagnée de x annexes techniques et financières numérotées x à x

La délibération relative aux dispositions communes des aides de l'Agence de l'eau est également annexée.

Information sur la mise en œuvre des prescriptions relatives à la protection générale des données (règlement général sur la protection des données personnelles RGPD n° R (UE) 2016/679).

Les données personnelles du signataire (nom, prénom et coordonnées de contact) compris comme représentant de l'entité formulant la demande d'aide auprès de l'agence de l'Eau, responsable de traitement de vos données à caractère personnel, sont nécessaires pour vérifier la qualité et la compétence à agir de la personne ainsi identifiée. Ces données sont conservées dans un délai de 10 ans à compter du solde financier du dossier pour les aides versées sous forme de subvention, dans un délai de 20 ans pour les aides versées sous forme d'avance remboursable. L'agence de l'eau Rhin-Meuse s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires permettant de garantir la sécurité et la confidentialité des informations fournies par le bénéficiaire pour le traitement de son dossier. Elle assure au bénéficiaire une collecte et un traitement d'informations personnelles dans le respect de la vie privée conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Les données personnelles relatives à des personnes dont la masse salariale serait valorisée parmi les dépenses justifiables auprès de l'agence de l'eau Rhin-Meuse (nom, prénom, copie(s) de contrat d'embauche, bulletins de salaire, lettres de mission etc.) sont exigées pour des motifs nécessaires de vérification du service fait et d'élaboration du certificat de paiement des aides. Elles sont conservées dans les mêmes conditions de délai qu'exposées supra.

Dans le cadre des contrôles a posteriori notamment visés à l'article 4.4, les données personnelles le cas échéant ainsi collectées sont conservées dans un délai de 10 ans à compter de la date de clôture officielle du contrôle.

En vertu des articles 39 et 40 de la loi en date du 6 janvier 1978 modifiée ainsi que du règlement RGPD susmentionné, le bénéficiaire dispose d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ses données personnelles. Il exerce ce droit :

- par mail à protection-donnees@eau-rhin-meuse.fr ;
- par voie postale à :

Agence de l'Eau Rhin Meuse

Délégation à la protection des données personnelles

« Le Longeau », Route de Lessy, Rozérieulles, BP 30019, 57161 MOULINS LES METZ CEDEX

Annexe 1 : Calendrier détaillé de l'opération

Date prévisionnelle de démarrage de l'opération : xx/xx/xxxx

Durée prévisionnelle d'exécution de l'opération : xx (mois/années)

Date prévisionnelle de remontée des pièces justificatives de l'exécution de la dépense acquittée pour traitement du solde :

A caractère contraignant :

Pour rappel toute demande de modification ou d'adaptation du contenu de la convention (notamment demande de prorogation) ne pourra être régulièrement examinée que dès lors qu'elle aura été adressée à l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse avant le xx/xx/xxxx, date d'échéance de la présente convention.

Les pièces justificatives de la dépense sont éligibles dès lors qu'elles ont été émises, acquittées et produites à l'Agence pendant la période d'exécution de la présente convention.

Annexe 2 : Coût total prévisionnel des travaux faisant l'objet de l'aide

Postes de dépenses	Coût total prévisionnel présenté par le demandeur en €		Coût total prévisionnel éligible aux aides de l'Agence en €	
	HT	TTC	HT	TTC
Poste de dépenses n°1				
<i>Sous-poste n°1a</i>				
<i>Sous-poste n°1b</i>				
...				
Poste de dépenses n°2				
<i>Sous-poste n°2a</i>				
<i>Sous-poste n°2b</i>				
...				
Poste de dépenses n°3				
<i>Sous-poste n°3a</i>				
<i>Sous-poste n°3b</i>				
...				
Total				

Annexe 3 : Plan de financement prévisionnel de l'opération

Financier	<i>Montant prévisionnel de la participation en €</i>	<i>Montant prévisionnel de l'assiette du cofinancier si connue</i>
Agence de l'Eau Rhin Meuse		
Cofinancier X		
Cofinancier Y		
Maitre d'ouvrage		

**DÉLIBÉRATION N° 2018/21 modifiée : DISPOSITIONS GÉNÉRALES
COMMUNES APPLICABLES AUX AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU**

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne dans sa version consolidée,
- Vu le règlement R (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne modifié par le règlement R (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017 ;
- Vu le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Vu le règlement (UE) n°717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture ;
- Vu le règlement (UE) n°2016/679 du 26 avril 2016 dit règlement général sur la protection des données ;
- Vu l'encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation 2014/C 198/01 du 27 juin 2014 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° sa-40647 relatif aux aides à la protection de l'environnement, à la recherche, au développement et à l'innovation et destinées à remédier aux dommages causés par certaines calamités naturelles des agences de l'eau pour la période 2015-2020 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n° sa-40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n°SA.45426 relatif aux aides en faveur des entreprises dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture des agences de l'eau pour la période 2016-2020 ;
- Vu le régime cadre exempté de notification n°sa-40957 relatif aux aides à la recherche et au développement dans les secteurs agricole et forestier pour la période 2015-2020 ;
- Vu la Directive Cadre (2000/60/CE) pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau du 23 octobre 2000,
- Vu la décision du 20 décembre 2011 C(2011) 9380 relative à l'application de l'article 106 § 2 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion des services d'intérêt économique général ;
- Vu la Charte de l'Environnement promulguée par la loi constitutionnelle n°2005-205 du 1er mars 2005,
- Vu le Code de l'environnement et notamment son article R.213-32,
- Vu le Code de la Propriété intellectuelle,
- Vu le Code de la Santé publique,
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration,

- Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- Vu la loi n°68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,
- Vu la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'Eau et les Milieux aquatiques,
- Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et notamment ses articles 3 à 8 pour les demandes de subventions reçues avant le 1^{er} octobre 2018 ;
- Vu le décret n°2018-514 du 25 juin 2018, relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement,
- Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement ;
- Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement ;
- Vu le décret n°2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics telle que ratifiée par la loi n°2016-1691 du 9 novembre 2016 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 adoptant le 11^{ème} Programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024),
- Vu sa délibération n°2018/33 du 7 décembre 2018 modifiant les modalités générales communes de détermination de l'aide ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

et après avoir valablement délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1. OBJET DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

La présente délibération fixe les dispositions générales communes applicables aux aides attribuées par l'Agence de l'eau au cours de son 11^{ème} Programme d'intervention, couvrant la période 2019-2024.

ARTICLE 2. PRINCIPES COMMUNS D'INTERVENTION

L'Agence de l'eau définit et mobilise les orientations de son programme pluriannuel d'intervention pour atteindre les objectifs de bon état des eaux à échéance 2027 ainsi que les objectifs environnementaux fixés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du Rhin et de la Meuse déclinant les prescriptions de la Directive Cadre sur l'Eau du 23 octobre 2000 à l'échelle du bassin Rhin-Meuse. En conséquence, elle apporte directement ou indirectement des concours financiers sous forme de subventions, de primes de résultat ou d'avances remboursables pour la réalisation d'actions ou de travaux d'intérêt commun au bassin qui contribuent à la gestion équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité.

L'Agence de l'eau n'accompagne que les projets respectant la réglementation communautaire et nationale en vigueur et – sans

pour autant exercer un contrôle de la légalité - veille au strict respect de ces normes dans les modalités de déploiement financières et matérielles de ses aides. Sur le fondement de ces principes et sauf principe dérogatoire (délibérations particulières, arrêtés ministériels notamment et opérations dont la nature d'intérêt général en justifierait la circonstance), elle n'accorde pas de soutien financier ayant pour effet de porter l'intensité des aides publiques au-delà du seuil de 80% du montant prévisionnel de l'assiette subventionnable engagée par le demandeur.

De même, les concours de l'Agence de l'eau ne sont pas accordés ou ne peuvent pas faire l'objet de versement aux personnes qui ne sont pas à jour du paiement à échéance des redevances ou du remboursement des avances dues à l'Agence de l'eau.

L'Agence de l'eau favorise les projets présentant la solution la plus efficiente au vu des résultats attendus sur le milieu et recherche, avec les maîtres d'ouvrage, le meilleur rapport coût/efficacité.

Les travaux faisant l'objet d'une demande d'aide auprès de l'Agence de l'eau sont toujours précédés d'une étude préalable de définition des travaux.

Par ailleurs, l'Agence de l'eau incite les maîtres d'ouvrages à appréhender dans leurs projets ou sur leur territoire l'ensemble des objectifs environnementaux. Elle encourage notamment le choix de solution renforçant de façon économiquement responsable la prise en compte du développement durable, par la réduction de ses impacts générés sur l'environnement dans son ensemble (émissions de gaz à effet de serre, consommation des ressources, etc.), l'intégration des enjeux liés au changement climatique ou l'intensification des dispositions mises en œuvre sur sa dimension sociale par la mise en œuvre de conditionnalités spécifiques à l'octroi des aides. Les critères sur lesquels sont réalisés des efforts particuliers susceptibles de satisfaire aux conditionnalités exigées sont examinés dès la phase de définition du projet à travers des études dédiées et sont à adapter aux enjeux environnementaux spécifiques du projet concerné.

En tout état de cause, l'intervention de l'Agence de l'eau cherche à exercer un effet levier pertinent. Dans ce cadre l'aide proposée, dans la limite des taux d'intervention définis par la politique d'intervention sollicitée, vient combler le besoin de financement identifié au cas d'espèce des ressources affichées par la maîtrise d'ouvrage pour assurer la réalisation du projet.

En accord avec le principe de vérification de l'effet levier de l'intervention de l'Agence de l'eau, l'assiette des dépenses éligibles telle qu'identifiée à l'issue de l'instruction et telle qu'arrêtée par la Commission des aides financières ou par le Directeur général dans le cadre de sa délégation ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une révision à la hausse pour tenir compte de dépassements des coûts initiaux ou d'aléas de mise en œuvre impliquant donc, le cas échéant, la formulation d'une nouvelle demande d'aides auprès de l'Agence de l'eau sans engagement acquis de suite favorable.

En déclinaison de ce principe, l'Agence de l'eau est susceptible au cas d'espèce de chaque politique d'intervention :

- de conditionner l'attribution des aides pour conduire les maîtres d'ouvrages à prendre en compte dans leurs projets un socle « minimal » de problématiques additionnelles contribuant à la satisfaction des objectifs environnementaux ;
- de bonifier les aides s'inscrivant dans un projet global ou territorial à enjeux selon des modalités qui seront définies au cas par cas ;
- de conditionner le cas échéant le bénéfice du taux de référence indicatif au respect de priorités transversales qui intéressent l'Agence de l'eau dans l'atteinte des objectifs fixés à son Programme d'intervention ; le taux de référence indicatif pourra ainsi être dégradé comme conséquence de la non

intégration de préconisations fixées aux cas d'espèce des différentes politiques d'intervention conduites ;

- de privilégier les solutions techniques les plus économes en énergie ou les projets favorisant le stockage du carbone au titre de l'enjeu transversal d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique que poursuit l'Agence de l'eau ;

S'agissant de l'éligibilité des projets telle qu'elle est explicitée par les délibérations particulières, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'aider, voire de moduler les montants de ses aides, en fonction de l'intérêt que présente le projet au regard de l'atteinte des objectifs environnementaux fixés, entre autres, par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux du Rhin et de la Meuse, les lois n°2009-967 du 3 août 2009 et n°2010-788 du 12 juillet 2010 (dites lois « Grenelle de l'environnement »), le Plan d'adaptation et d'atténuation au changement climatique pour les ressources en eau du bassin Rhin-Meuse et le Plan Biodiversité 2020 du Ministère de la Transition écologique et solidaire.

Sauf exceptions décrites dans les délibérations particulières, l'Agence de l'eau n'apporte pas d'aide :

- aux opérations qui s'inscrivent dans des projets de développement ou d'urbanisation nouvelle ;
- aux réalisations de travaux en régie qui ne pourraient répondre, dès la phase d'instruction, aux exigences d'une justification transparente et incontestable des montants de dépenses à ce titre déclarés ;

En complément de ces dispositions, il est rappelé que les aides de l'Agence de l'eau ne sont pas systématiques ; notamment, l'Agence de l'eau se réserve le droit d'opposer refus à des demandes pour l'un ou plusieurs des motifs suivants dont la mobilisation sera le cas échéant étayée d'arguments formalisés dans un courrier de notification de refus :

- indisponibilités conjoncturelles ou structurelles de crédits (autorisations d'engagement ou crédits de paiement) ou saturation financière d'un domaine d'intervention au regard des dotations allouées par le Conseil d'administration ;
- contre-performance d'indicateurs de résultats ou de suivi observée au cas d'espèce de la politique d'intervention concernée par la demande d'aide
- insuffisance du niveau d'ambition du projet, objet de la demande ;
- non-respect par le projet des conditions de règles de l'art telles que requises par les politiques d'intervention de l'Agence de l'eau ;
- manquements du bénéficiaire ou défaut de diligence dans la mise en œuvre des aides accordées vérifiés dans le cadre d'un précédent conventionnement ou au regard de ses obligations fiscales à l'égard de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 3. BÉNÉFICIAIRES DES AIDES DE L'AGENCE DE L'EAU

Toute personne morale de droit privé ou de droit public qui conduit des actions entrant dans le champ des missions de l'Agence de l'eau peut prétendre à la qualité de bénéficiaire.

Si la personne morale de droit public ou de droit privé entend financer ce pour quoi elle sollicite une aide par un montage financier moyennant le paiement de loyers, l'aide pourra lui être soit attribuée directement soit être versée au crédit-bailleur dans le cadre de la signature d'une convention tripartite qui engagera ce

dernier à produire à l'Agence de l'eau au solde de l'opération un échéancier des loyers révisé du montant des aides octroyées.

Dans le cas où le projet est financé par un contrat de partenariat public privé ou dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, l'aide peut être versée à la société porteuse du projet dans le cadre d'une convention tripartite.

Dans le cas où une collectivité confie une mission de service public sous forme de gestion déléguée à une personne morale de droit public ou de droit privé, et si cette mission entre dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Agence de l'eau, l'aide peut être attribuée directement au délégataire, en accord avec la collectivité concernée. Au cas par cas de la nature des projets accompagnés dans ces circonstances, l'Agence de l'eau se réserve le droit de proposer la signature d'une convention tripartite entre les parties intéressées. Conformément aux prescriptions communautaires en vigueur, l'Agence de l'eau s'assure dans le cadre de l'instruction de ses aides de l'absence de surcompensation financière du service d'intérêt économique général par la production des pièces justificatives nécessaires à cet examen.

L'Agence de l'eau se réserve le droit d'exiger du maître d'ouvrage qu'il présente à l'appui de sa demande d'aide toutes pièces probantes attestant d'une démarche effective de recherche de financements extérieurs autres.

Dans des cas limitativement précisés dans les délibérations particulières du 11^{ème} Programme d'intervention, une personne physique peut prétendre à la qualité de bénéficiaire, soit directement, soit indirectement.

ARTICLE 4. DÉLIBÉRATIONS PARTICULIÈRES

Des délibérations particulières viennent préciser, dans chaque domaine d'intervention de l'Agence de l'eau, les modalités spécifiques d'attribution des aides.

ARTICLE 5. FORME DE LA DEMANDE D'AIDE

La demande d'aide est obligatoirement présentée en utilisant le formulaire fourni par l'Agence de l'eau à cet effet.

Elle fait l'objet de la part de l'Agence de l'eau d'un courrier d'accusé réception qui donne date certaine à la demande d'aide.

Le dépôt de la demande vaut acceptation, par le pétitionnaire, en cas d'octroi de l'aide par l'Agence de l'eau, de l'ensemble des conditions générales et particulières mentionnées dans les délibérations et documents d'applications. Le formulaire est daté et signé du demandeur, il est visé comme tel dans l'acte attributif qui donne le cas échéant suite favorable à la demande.

Toute demande de subvention qui n'a pas donné lieu à décision attributive dans un délai de huit mois à compter de la date à laquelle le dossier est complet est rejetée implicitement.

ARTICLE 6. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AIDE

Dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de demande d'aide, l'Agence de l'eau informe le demandeur du caractère complet du dossier ou réclame la production des pièces manquantes. Dans ce cas, le délai de deux mois est suspendu.

En l'absence de réponse de l'Agence de l'eau à l'expiration du délai de deux mois précité, le dossier est réputé complet, avec effet à la date de réception du dossier.

Aucun commencement d'exécution du projet ne peut être opéré avant la date à laquelle le dossier est réputé complet, à l'exception des prestations dont le bénéficiaire aurait besoin pour s'assurer de la faisabilité de l'opération. En cas d'extrême urgence dûment établie ou en cas d'injonction réglementaire, l'Agence de l'eau

pourra exceptionnellement autoriser le demandeur à commencer les travaux avant la date à laquelle son dossier est déclaré complet, sur demande motivée de ce dernier.

En aucun cas l'accusé de réception du dépôt du dossier, ni l'autorisation de commencer les travaux, ne vaut promesse d'aide de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 7. DÉTERMINATION DE L'AIDE APPORTÉE PAR L'AGENCE DE L'EAU

Le bénéficiaire fournit à l'Agence de l'eau une description précise ainsi que le montant prévisionnel du coût de l'opération projetée.

Quelle que soit la forme sous laquelle l'aide est apportée, celle-ci est déterminée de la manière suivante :

- à partir du montant prévisionnel fourni par le bénéficiaire, l'Agence de l'eau détermine l'assiette de l'aide susceptible d'être accordée ;
- cette assiette est fonction, d'une part, de l'application des dispositions contenues dans les délibérations particulières fixant les opérations éligibles, et d'autre part de l'application éventuelle de montants plafonds. Lorsque le bénéficiaire décide de retenir une solution technique d'un montant supérieur à celle que l'Agence de l'eau estime équivalente, l'aide de l'Agence de l'eau est calculée sur le montant de cette dernière dans la limite des montants plafonds ;
- sur cette assiette, est appliqué un taux d'aides fonction d'une part des taux de référence indicatifs prescrits par la politique d'intervention concernée et d'autre part de l'examen qualitatif réservé à la demande. L'application d'un produit entre « assiette de l'aide » et « taux applicable » donne un montant prévisionnel d'aide de l'Agence de l'eau ;
- il est précisé que l'assiette de l'aide retenue par l'Agence de l'eau pour le calcul de l'aide qu'elle attribue s'entend hors taxes. Toutefois, lorsque le bénéficiaire n'est pas assujéti à la TVA ou au FCTVA, l'aide de l'Agence de l'eau peut être calculée sur le montant TTC de l'opération sous réserve de la production au stade de la demande d'une attestation de non-récupération de la TVA ; à défaut, l'assiette sera prise en compte hors taxe. Pour les opérations présentant des dépenses pouvant relever à la fois d'un régime HT et d'un régime TTC, l'assiette sera intégralement prise en compte en HT pour des motifs de simplification de gestion. S'agissant des aides initialement attribuées sur une assiette HT, aucun avenant ne sera pris pour intégrer a posteriori la prise en charge de dépenses ne permettant pas la récupération de la TVA ;
- sauf cas des aides attribuées pour un montant forfaitaire, le montant définitif de l'aide de l'Agence de l'eau est calculé sur le coût réel final de l'opération ;
- les dépenses salariales susceptibles d'être prises en compte concernent les salaires et les charges sur salaires. Les autres frais de fonctionnement susceptibles d'être pris en compte sont strictement liés à l'activité financée, à l'exclusion de toute autre charge de structure propre à l'établissement du maître d'ouvrage.

Il n'est pas attribué d'aides aux travaux et opérations dont l'assiette est inférieure au seuil de 10 000 € hors taxes, à l'exception des aides aux études, à l'animation, aux opérations collectives ou de sensibilisation, d'éducation et d'information ainsi que de celles

relevant de conventions de mandat, en particulier avec l'agence de services et de paiement s'agissant des plans de développement rural régionaux.

Pour les aides aux études, à l'animation et celles relevant de la politique de sensibilisation, d'éducation et d'information, il est fixé en sus un seuil minimal de montant d'aide de 500 €.

ARTICLE 8. AVANCES REMBOURSABLES

L'octroi d'une avance remboursable est conditionné à la constitution d'une garantie bancaire demeurant à la seule charge du maître d'ouvrage, lorsqu'il existe après examen un risque d'insolvabilité de ce dernier constaté après un examen de sa solvabilité.

ARTICLE 9. FORME DE LA DÉCISION D'AIDE

La décision relative à l'aide octroyée prend la forme soit d'un acte unilatéral, soit d'une convention.

En tout état de cause, et en application des dispositions la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, toute décision d'aide accordée à une personne morale de droit privé donne obligatoirement lieu à la conclusion d'une convention dès lors que son montant prévisionnel est supérieur ou égal à 23 000 €.

Toute aide, quelle que soit la forme sous laquelle elle est traduite, comporte obligatoirement une date de notification qui vaut date certaine de l'acte unilatéral ou de la convention. Cette date de notification est comprise comme la date de signature par le représentant de l'Agence de l'eau augmentée de cinq jours francs.

Toute aide, quelle que soit la forme sous laquelle elle est traduite, comporte dans le corps de son texte, de manière claire et non ambiguë, la date du terme de cet acte.

L'acte unilatéral ou la convention d'aide comporte *a minima* :

- l'appareil de visa suivant : visa de la délibération approuvant le Programme, visa de la présente délibération commune aux aides de l'Agence de l'eau, visa de la délibération particulière relative à l'opération subventionnée, le cas échéant visa du texte portant code des marchés publics en vigueur, le cas échéant visa de l'ordonnance 2005-689, le cas échéant visa du régime d'aides applicables et du règlement général d'exemption par catégorie ou visa du régime de minimis applicable, visa de la demande d'aide signée du porteur ;
- la description du projet ;
- le montant prévisionnel du coût de l'opération envisagée ;
- l'assiette de l'aide décomposée le cas échéant par postes de dépenses et faisant foi pour la présentation des décomptes de demande d'acomptes ou de solde ;
- le plan de financement prévisionnel de l'opération détaillant, pour chaque cofinancement public ou privé envisagé les montants respectifs d'aide ;
- le taux et le montant maximum prévisionnel de l'aide fixé en fonction de la nature de l'opération ;
- le calendrier prévisionnel de l'opération ainsi que sa durée ;
- les modalités d'exécution et de versement de l'aide.

- la liste exhaustive des pièces justificatives à produire pour l'examen de service fait par l'Agence de l'eau ;

La durée de l'acte unilatéral ou de la convention est arrêtée par l'Agence de l'eau en fonction de la nature du projet accompagné et ne peut dépasser le maximum de 5 ans ; elle est adaptée au cas d'espèce de la nature du projet accompagné et de son niveau de maturité. Durant ce délai le projet doit être intégralement réalisé et opérationnel, les résultats escomptés atteints et les pièces justificatives adressées à l'Agence de l'eau pour solde des aides dues. Le bénéficiaire doit en outre apporter la preuve, dans le courant de la première année suivant la date de notification de l'acte, que son projet a fait l'objet d'un commencement d'exécution et qu'il est substantiellement engagé.

Si une prorogation devait être accordée, elle ne peut l'être que pour des motifs réels, sérieux et explicités par écrit, et pour une durée ne pouvant excéder une année complémentaire. La demande de prorogation doit nécessairement être adressée à l'Agence de l'eau avant la date d'échéance de l'acte figurant dans la convention ou l'arrêté attributif, cachet de la Poste faisant foi ; à défaut, aucune prorogation ne pourra être accordée.

Lorsque l'aide octroyée donne lieu à la conclusion d'une convention, celle-ci est adressée au bénéficiaire pour signature. Ce dernier doit la renvoyer signée à l'Agence de l'eau dans un délai de trois mois au-delà duquel le Directeur général dispose de la possibilité d'en prononcer la caducité.

ARTICLE 10. PAIEMENT DES AIDES ET CONTROLE DU SERVICE FAIT

Une fois l'aide accordée, les modalités de son paiement dépendent à la fois de la nature de l'aide (subvention, avance remboursable, prime de résultat) et de son montant.

L'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'adapter ces paiements en fonction de ses disponibilités de trésorerie.

Le paiement des aides intervient sous forme soit d'un versement unique, soit d'un ou plusieurs acomptes et d'un solde.

S'agissant des aides liquidées en plusieurs versements :

- le premier acompte est versé sur la base de la production d'une preuve de commencement d'exécution de l'opération réputée constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet ou, à défaut, par une attestation du bénéficiaire communiquée et acceptée par l'Agence de l'eau ;
- à l'exception du solde, les versements suivants sont réalisés sur la base de la production par le maître d'ouvrage d'un état récapitulatif des dépenses engagées signé.

Le paiement du solde (ou de l'intégralité de l'aide pour les aides faisant l'objet d'un versement unique) requiert obligatoirement la production à l'attention de l'Agence de l'eau :

- d'un état récapitulatif exhaustif de l'intégralité des dépenses justifiées signé du maître d'ouvrage faisant figurer les références et date du paiement (n° de mandat / date d'acquiescement / identification de l'émetteur / références de la facture). Cet état récapitulatif est visé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique et d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée ;
- pour les opérations réalisées dans le cadre de marchés publics, comme minima, la pièce matérialisant l'engagement du bénéficiaire de l'aide et de son prestataire ;

- d'une copie des factures ou situations de travaux sur la base desquelles le maître d'ouvrage a procédé au paiement des prestations justifiées ;
- pour les opérations d'animation et toutes formes de dépenses de rémunération salariale : une copie du contrat de travail permettant d'identifier lisiblement l'affectation de l'effectif considéré au projet soutenu par l'Agence de l'eau ou, à défaut, copie de la lettre de mission signée du représentant du bénéficiaire, employeur, permettant de vérifier l'affectation temporelle du effectif considéré au projet aidé. Ce justificatif est accompagné de l'ensemble des bulletins de paie correspondant à la période de réalisation du projet. Ces dépenses sont également détaillées dans l'état récapitulatif signé du maître d'ouvrage ;
- d'un justificatif d'exécution de l'opération permettant de retracer les modalités de mise en œuvre du projet et les objectifs atteints. Il pourra s'agir d'une synthèse de maîtrise d'œuvre pour les investissements ou d'une copie des livrables réalisés pour les études ; à défaut un rapport spécifique élaboré par le maître d'ouvrage sera exigé ;
- de toutes pièces attestant, au solde de l'opération, de la conforme mise en œuvre des obligations de publicité du concours de l'Agence de l'eau (photographies du panneau de chantier ou de plaque permanente pour les investissements, livrables d'études faisant figurer le logo de l'Agence de l'eau, coupures de presse mentionnant la participation financière de l'Agence de l'eau).
- pour les opérations mises en œuvre par la voie du crédit-bail et au solde de l'opération, d'un échéancier à jour produit par le crédit-bailleur laissant vérifier la prise en compte des aides octroyées par l'Agence de l'eau au bénéfice du crédit-preneur ;
- de toutes pièces justificatives complémentaires requises au cas d'espèce des différentes politiques d'intervention de l'Agence de l'eau ;

Au solde de l'opération, il est admis des variations dans la réalisation effective des postes de dépenses par rapport à l'assiette éligible prévisionnelle telle qu'arrêtée par l'Agence de l'eau. Les variations constatées doivent néanmoins demeurer raisonnables au sens du principe de l'économie globale du projet.

Au moment de la clôture de son projet, le maître d'ouvrage adresse à l'Agence de l'eau un état récapitulatif des cofinancements publics et privés ainsi que des recettes le cas échéant perçus au titre du financement de l'opération ; cet état est signé du comptable public pour la maîtrise d'ouvrage publique, d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes pour la maîtrise d'ouvrage privée.

En cas de service fait de solde concluant à la nécessité d'un reversement, les éléments précis de détermination du montant d'aide à reverser (motivation technique et tous éléments de calcul) sont notifiés à l'attention du bénéficiaire qui dispose d'un délai contradictoire de deux mois pour apporter à l'Agence de l'eau d'éventuels éléments permettant de modifier les conclusions du constat initial. A l'issue de ce délai et, à défaut d'éléments de réponse complémentaires probants, la demande de reversement est notifiée au bénéficiaire.

ARTICLE 11. CONTRÔLE DE L'AGENCE DE L'EAU

L'Agence de l'eau s'assure de la réalité de l'exécution, de la bonne utilisation et de l'efficacité de l'opération pour laquelle elle a accordé une aide, en appliquant les principes qui suivent :

- en cas de non réalisation de ces actions ou de ces travaux, la convention est réputée résolue et la décision unilatérale mise à néant, et le bénéficiaire doit rembourser l'Agence de l'eau de l'intégralité des sommes qu'elle lui aura versées. Si l'aide a été accordée sous forme d'une avance remboursable, la totalité du capital déjà versé sera remboursé, le principe du remboursement échelonné étant annulé ;
- en cas de réalisation partielle de l'action ou des travaux projetés, ou qui conduirait à la non atteinte des objectifs fixés, l'Agence de l'eau pourra soit demander au bénéficiaire le remboursement total ou partiel des sommes qu'elle lui aura versées, soit appliquer une réfaction de l'aide ;
- en cas de manquements aux obligations fixées dans les conditions d'attribution de l'aide, constatés lors des contrôles réalisés sur pièces ou sur place, l'Agence de l'eau pourra soit demander au bénéficiaire le remboursement total ou partiel des sommes qu'elle lui aura versées, soit appliquer une réfaction de l'aide.

S'agissant des opérations réalisées par voie de marchés publics et, en complément des pièces justificatives déjà exigées dans le cadre de l'examen de service fait par l'Agence de l'eau, le bénéficiaire tient à la disposition du contrôle toutes pièces de marché permettant de vérifier les conditions de liquidation des prestations (acte d'engagement, CCAP, CCTP, le cas échéant garanties à première demande etc.) et notamment les pièces attestant de la conforme mise en œuvre des retenues de garanties et le cas échéant, des pénalités de retard.

Toutes formes d'allocations d'aides par l'Agence de l'eau à un bénéficiaire peut faire l'objet d'un contrôle sur pièces et sur place jusqu'au 31 décembre 2029 soit jusqu'au terme d'un délai de cinq ans à compter de la fin du Programme en vigueur ce, pour permettre le déroulé de tous examens aléatoires relatifs à la régularité technique, réglementaire, financière et comptable ou d'éventuelles reprises d'erreurs systémiques observées dans la mise en œuvre des crédits.

Le montant du remboursement ou de la réfaction est déterminé par l'Agence de l'eau sur la base de la confrontation entre l'examen de l'assiette des dépenses réalisées *in fine* éligibles par application du taux d'aides conventionné et le montant d'aides le cas échéant déjà versé ; il tient compte de façon argumentée des désordres constatés ou de la gravité de la non-exécution d'une ou plusieurs obligations. Il est définitivement arrêté sur décision du directeur général après l'exercice d'une phase contradictoire de deux mois entre l'Agence de l'eau et le maître d'ouvrage à compter de la notification du rapport de contrôle.

ARTICLE 12. PUBLICITE DU CONCOURS APORTE PAR L'AGENCE DE L'EAU

Les bénéficiaires s'engagent à faire obligatoirement mention de la participation de l'Agence de l'eau.

- pour les opérations consistant en un investissement, directement sur le projet aidé, de façon pérenne en utilisant le logo de l'Agence de l'eau tel que posé par la charte graphique de l'établissement
- plus largement, sur tous les supports de communication relatifs au projet aidé (panneau de chantier, plaquette, carton d'invitation, affiche et programme annonçant une

manifestation) en utilisant le logo conformément à la charte graphique de l'établissement disponible sur simple demande;

- dans tous les communiqués de presse dédiés à la présentation du projet ;

En sus le bénéficiaire informe et invite l'Agence de l'eau à toute initiative médiatique ayant trait au projet (inaugurations notamment).

ARTICLE 13. RESPECT DES OBLIGATIONS DE BON FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN PÉRENNE DES INSTALLATIONS

Le bénéficiaire s'engage à entretenir et à exploiter les ouvrages financés conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Si dans un délai de 5 ans à compter de la constatation du service fait de l'ouvrage l'Agence de l'eau constate l'abandon, la mise hors service, des carences d'entretien ou un dysfonctionnement tel que l'installation ne réponde plus aux objectifs visés par l'opération, l'Agence de l'eau peut appliquer le rappel des participations financières versées sous forme de subventions, en appliquant un abattement de 20 % par période de 12 mois consécutifs de fonctionnement constaté conforme aux objectifs fixés par la convention ou l'arrêté attributif.

De façon générale, toute demande d'aide ultérieure pourra être conditionnée à la production d'une attestation de bon fonctionnement des investissements qui auraient le cas échéant déjà été précédemment financés par les crédits d'intervention de l'Agence de l'eau.

ARTICLE 14. CAS DES PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET ETUDES REALISEES PAR LES MOYENS PROPRES DU BENEFICIAIRE

S'agissant des études réalisées par les moyens propres du bénéficiaire de l'aide, comprises comme ensemble des prestations intellectuelles visant à apporter une connaissance dont les enseignements sont applicables et reproductibles à l'échelle de la politique de l'eau du bassin Rhin-Meuse, elles sont cofinancées au montant plafond maximum de 350 € par jour/homme sur la base de la production d'un cahier des charges et d'un programme d'études validés par l'Agence de l'eau après négociation auprès des différents organismes susceptibles d'y répondre qui auront précisé leur niveau prévisionnel de participation financière propre.

Un dispositif d'aide spécifique aux structures de recherche est décrit dans la délibération relative aux études d'intérêt général.

S'agissant des prestations intellectuelles de maîtrise d'œuvre réalisées par les moyens propres du bénéficiaire d'aides aux travaux d'investissement, le montant retenu pour les prestations allant de la mission d'Etudes Préalables à la mission d'Assistance aux Opérations de réception, est limité au maximum de 6% du coût prévisionnel hors taxe des travaux estimé dans le projet. Le montant retenu au titre de ces prestations est intégré au montant retenu de l'opération de travaux correspondante, dans la limite du montant plafond éventuellement appliqué à cette opération. Ces prestations sont aidées sous la forme d'une subvention, au même taux que celui qui sera appliqué aux travaux concernés.

Les autres typologies d'études sont prises en charge sur la base d'un montant plafond de 350€ par jour/homme. Le taux d'aide de référence qui leur est appliqué est repris dans le chapitre « modalités techniques de déploiement des aides » des délibérations particulières.

ARTICLE 15. CAS DU SOUTIEN A L'INNOVATION

S'agissant du soutien aux organismes, sociétés ou entreprises de recherche, développement et innovation, les projets éligibles aux aides de l'Agence de l'eau relèvent nécessairement de la qualification de développement expérimental au sens communautaire ou de la recherche industrielle lorsqu'elle est associée à du développement expérimental.

S'agissant des opérations fondées sur le recours à une solution innovante, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité de financer une solution de remplacement en cas d'échec, s'il est établi que celui-ci n'est pas imputable au maître d'ouvrage. Cette éventualité est conditionnée au dépôt d'une demande motivée dès l'instruction de l'aide initiale, explicitant les conditions exigeants une couverture du risque particulière.

ARTICLE 16. CHANGEMENT DANS LE STATUT DU BÉNÉFICIAIRE – BÉNÉFICIAIRE FAISANT L'OBJET D'UNE PROCÉDURE COLLECTIVE

Le bénéficiaire informe obligatoirement l'Agence de l'eau de la modification de son statut juridique, qu'il relève de la catégorie des personnes morales de droit public ou de droit privé.

Les bénéficiaires, personnes morales de droit privé, doivent en outre obligatoirement informer l'Agence de l'eau de toute ouverture de procédure collective à leur encontre.

ARTICLE 17. CADUCITÉ DE LA DÉCISION ATTRIBUTIVE DE L'AIDE

Si, à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de l'aide, comprise comme la date de signature de l'acte d'octroi augmentée d'un délai de cinq jours francs, l'Agence de l'eau n'a pas été informée par le bénéficiaire du commencement d'exécution du projet, quelle qu'en soit la nature, au titre duquel l'aide a été accordée, le Directeur général de l'Agence de l'eau constate la caducité de la décision d'aide.

ARTICLE 18. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Lorsque l'aide de l'Agence de l'eau est accordée pour une opération comportant des prestations intellectuelles susceptibles d'être protégées par le droit d'auteur, l'Agence de l'eau est de principe autorisée à exploiter et diffuser les prestations intellectuelles en question. Le cas échéant, le bénéficiaire et l'Agence de l'eau règlent par des dispositions particulières les droits et obligations résultant de ce droit d'auteur.

ARTICLE 19. PRESCRIPTION

Les créances sur l'Agence de l'eau détenues par les bénéficiaires des aides sont, conformément à la loi n 68-1250 du 31 décembre 1968 modifiée, prescrites dans un délai de quatre ans à partir du premier jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis.

ARTICLE 20. CONFLITS D'APPLICATION

Lorsque des études, des actions ou des travaux peuvent être éligibles au titre de plusieurs délibérations, l'Agence de l'eau se réserve la possibilité d'examiner la pertinence de l'éligibilité de ces études, actions ou travaux et se réserve le choix de la délibération applicable.

Dans le cas où le territoire d'action d'un bénéficiaire d'aide se situe sur plusieurs bassins, relevant d'une part de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse et d'autre part d'une autre agence de l'eau, et sous réserve d'accord entre les agences concernées, il pourra être dérogé aux limites des bassins et fait application d'un régime d'aide unique.

ARTICLE 21. DEMATERIALISATION DES PROCEDURES

Les voies et délais de notification matérielle visés dans la présente délibération font l'objet d'une traduction opposable dans les conditions générales d'utilisation affichées sur le portail internet de traitement des aides de l'Agence de l'eau dès lors que le bénéficiaire choisit de formuler sa demande d'aides, et consécutivement de faire traiter l'ensemble de son projet, par voie dématérialisée.

ARTICLE 22. ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

La présente délibération entre en vigueur à la date de son approbation par les autorités de tutelle de l'Agence de l'eau et s'applique aux décisions d'aides prises à compter du 1^{er} janvier 2019. Elle n'a pas d'effet rétroactif.

Le Directeur général
de l'Agence de l'eau,

Le Président
du Conseil d'administration,

Marc HOELTZEL

Nicolas FORRAY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

RÉUNION DU 15 MARS 2019

DÉLIBÉRATION N° 2019/14 : PACTE ARDENNES 2022

Le Conseil d'administration de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,

- Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles R.213-32, R.213-39 à R.213-41 ;
- Vu sa délibération n°2018/26 du 12 octobre 2018 adoptant le 11^{ème} programme d'intervention de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (2019-2024) ;
- Vu sa délibération n° 2018/12 du 11 octobre 2018 adoptant les modalités d'aides des politiques d'intervention du 11^{ème} programme de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- Vu le rapport du Directeur général de l'Agence de l'eau :

et après avoir valablement délibéré,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

de donner pouvoir au Directeur général de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse pour signer le Pacte Ardennes 2022 au nom de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse.

Le Directeur Général
de l'Agence de l'eau,



Marc HOELTZEL

Le Président
du Conseil d'administration,



Nicolas FORRAY